

FRANCE-ALLEMAGNE : LA DIFFICILE CONVERGENCE



Michel Hou

CONVERGENCES



PETER LANG

FRANCE-ALLEMAGNE : LA DIFFICILE CONVERGENCE



Michel Hou

CONVERGENCES



PETER LANG

Introduction

Depuis la signature du traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, la concertation entre la France et l'Allemagne a joué un rôle clé dans le processus d'unification économique et monétaire européenne. Mais, affaiblie par une désindustrialisation d'une ampleur exceptionnelle et lourdement endettée, la France n'est plus en mesure aujourd'hui d'entretenir un dialogue équilibré avec son principal partenaire. Elle doit se résigner à laisser l'Allemagne exercer, de plus en plus seule, un rôle dirigeant dans les affaires économiques et monétaires de la zone Euro. Les Allemands ne se retrouvent pas aujourd'hui dans cette position hégémonique à cause d'une volonté de puissance qui leur serait propre, car la mémoire des deux guerres mondiales a engendré chez eux une « culture de la retenue »¹, mais à cause de caractéristiques culturelles anciennes qui les y ont conduits sans qu'ils l'eussent vraiment recherché. Peut-être est-il bon, pour le maintien de relations détendues entre les deux pays, que les médias continuent à parler d'un « tandem franco-allemand ». Mais les faits sont là : après la brillante période des années 1960, où la France avait réussi à réduire l'écart de puissance économique avec son voisin d'Outre-Rhin, l'évolution est repartie en sens inverse. À la fin de la présidence de Georges Pompidou, la production industrielle de la France représentait plus de la moitié de celle de l'Allemagne. Aujourd'hui, c'est à peine le tiers. La France a, depuis 1974, sans l'avoir voulu explicitement, laissé déperir son industrie et, avec elle, sa puissance économique et politique.

L'économie française, jusque-là peu ouverte sur l'extérieur, avait pourtant bien réagi après 1958 au choc du désarmement douanier au sein de l'Europe des Six. Alors que les pessimistes prédisaient l'effondrement de ses industries face à la concurrence allemande, la France avait connu une forte poussée industrielle et une croissance économique plus rapide que celle de l'Allemagne. Mais à partir de 1974, au moment même où la population française en âge de travailler venait de recommencer à s'accroître après une stagnation séculaire, le différentiel de croissance des PIB par habitant entre les deux pays se retourna en faveur de l'Allemagne².

- 1 Cf. H. Stark, *La politique internationale de l'Allemagne. Une puissance malgré elle*, Villeneuve-d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2011, p. 304–306.
- 2 A. Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2–2010 AD*, <<http://www.ggdc.nl/maddison/>>. Banque mondiale, *World Development Indicators*,

Le différentiel de croissance négatif du Produit Intérieur Brut par habitant français apparu depuis cette date n'est pas dû à un différentiel de croissance de la productivité des actifs occupés, mais à un écart grandissant entre les taux d'emploi français et allemand. La montée, si longtemps attendue de la population en âge de travailler, a été compensée en France par une hausse de l'inactivité et du chômage beaucoup plus forte qu'en Allemagne. Le taux d'emploi entre 16 et 64 ans, qui était au départ similaire entre les deux pays, est aujourd'hui très différent : 64% en France en 2013 contre 73% en Allemagne.

Cette dissymétrie découle-t-elle du fait que la population française en âge de travailler a augmenté plus vite que la population allemande ? Les Pays-Bas, qui ont connu une croissance démographique proche de celle de la France, affichent depuis 1994 des taux de chômage encore plus bas que l'Allemagne. Si nous examinons les variations spatiales des taux de chômage à l'échelle micro-régionale à travers toute l'Europe occidentale, il n'apparaît aucune liaison significative entre hausse de la population en âge de travailler et hausse du taux de chômage³. Depuis les années Quatre-Vingt, les taux de chômage sont constamment plus bas aux États-Unis et au Canada qu'en France, alors que la population en âge de travailler y augmente encore plus vite⁴.

En fait, l'emploi national n'est pas une grandeur fixe qui se répartirait entre des parties prenantes plus ou moins nombreuses. Le taux d'emploi est bien davantage lié à la capacité des entreprises à répondre à la demande, tant intérieure qu'extérieure. Le secteur de l'industrie manufacturière, qui est le plus exposé à la concurrence internationale, a subi en France, depuis 1974, une forte hémorragie des emplois qui a largement contribué à l'élévation du taux de chômage et à la baisse du taux d'activité. Les territoires européens qui ont été fortement touchés par la désindustrialisation enregistrent généralement des taux de chômage supérieurs et des taux d'emploi inférieurs à la moyenne. On comprend ainsi le mécanisme qui mène de la perte de compétitivité d'un territoire à sa désindustrialisation et de sa désindustrialisation au sous-emploi structurel.

La croissance ralentie semble être, depuis quatre décennies, une spécificité des pays anciennement industrialisés, mais ce phénomène frappe la

2010. A. Heston, R. Summers and B. Aten, *Penn World Table, Version 7.0*, Center for International Comparisons of Production, Income and Prices, at the University of Pennsylvania, March 2011.

3 Jonathan Lobstein, *Le chômage des jeunes dans l'Europe des Quinze au niveau régional. Une étude historique et statistique entre 1997 et 2007*, Mém. Master, Université de Strasbourg, 2010, p. 25.

4 Cf. J. Elmeskov, *High and Persistent Unemployment : Assessment of the Problem and Its Cause*, OCDE Working Paper, 1993.